



AFRIQUE / REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - « Un an après le changement de régime, la situation sociale et économique est toujours précaire », déclare Mgr Mathos, Evêque Auxiliaire de Bangui

Bangui (Agence Fides) - Un an après la chute de l'ancien Président Ange-Félix Patassé et de la prise du pouvoir du Président François Bozizé, la République Centrafricaine n'a pas encore trouvé la stabilité. « Le pays est en grève. Feront grève les fonctionnaires, les médecins, les infirmiers, les enseignants, et les élèves qui ne pourront aller en classe ou en cours » déclare à l'agence Fides Mgr Edouard Mathos, Evêque Auxiliaire de Bangui, Capitale du Centrafrique. La difficulté de payer les salaires des fonctionnaires est un vieux problème du Centrafrique, et avait entraîné dans le passé des révoltes militaires.

« Par rapport à un an en arrière, on note un climat plus détendu et une plus grande liberté. On a constitué un gouvernement d'unité nationale, et les partis peuvent exprimer leur désaccord, comme cela s'est passé hier, quand aucun parti politique n'a participé au défilé militaire pour rappeler le changement de régime, en signe de protestation contre le Président » déclare Mgr Mathos. « Malheureusement, un an après le changement de régime, la situation économique et sociale est toujours précaire. Les médicaments manquent dans les hôpitaux, et spécialement dans les régions rurales. C'est seulement grâce à une Organisation de l'Eglise catholique, l'Association Médicale Centrafricaine, que les médicaments donnés par l'Union Européenne et par d'autres Organisations internationales, peuvent être distribués dans les hôpitaux », déclare l'Evêque.

« L'autre grand problème que doit affronter le pays est d'étendre les conditions de sécurité à l'ensemble du territoire. Dans la Capitale on note un renforcement des services de police ; et, en effet, par rapport à il y a un an, on est plus en sécurité. Malheureusement on ne peut pas dire la même chose pour ce qui concerne le reste du pays, et surtout les régions rurales où sévissent des bandes armées qui rendent précaires les déplacements sur les routes ».

Malgré le manque de garanties de sécurité, les missionnaires ont commencé à réparer les dégâts causés aux Missions dans le nord du Pays, pendant la guerre civile.

La crise en Centrafrique avait éclaté le 25 octobre 2002 après l'échec du coup d'Etat de M. François Bozizé, à l'époque ancien Chef d'Etat-major. Le 15 mars 2003, les troupes de M. Bozizé prennent Bangui, après des mois de combats avec les forces du Président Ange-Félix Patassé, qui se réfugie à l'étranger.

Après avoir pris le contrôle de Bangui, M. Bozizé se proclame Président ad intérim. Le 7 avril 2003, il forme un gouvernement de transition dirigé par M. Abel Goumba : il comprend 28 membres provenant de tous les partis politiques. Il se compose de 5 Ministres provenant du regroupement des partis d'opposition, 4 du Parti de nouveau Président François Bozizé, 2 de l'Union Démocratique Centrafricaine, 2 du Mouvement de Libération du peuple Centrafricain (MPLC, le Parti du Président renversé) ; les autres postes sont attribués à des partis plus petits, et à des membres de la société et de l'armée. (L.M.)

(Agence Fides, 16 mars 2004, 39 lignes, 513 mots)